

Scientifiques, journalistes, politiques : une collaboration bénéfique

(BnF) AJSPI Société Chimique de France Société Française de Philosophie SIF SFdS SMAI Société Mathématique de France

Sciences | Médias

Scientifiques, journalistes, politiques : le bon, la brute et le truand ? ou comment interagir au service du bien commun...

24 mai 2023
Bibliothèque nationale
de France et **LIVE STREAMING**

Soirée d'ouverture
23 mai 2023
Projection et débat :
La bataille du climat
au cinéma Majestic
Bastille, Paris 11^e

Événement
soutenu par :
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE

Inscription gratuite et obligatoire
www.sciencesetmedias.org

Après s'être penché sur la science en temps de crise en 2022, le 5^e colloque Sciences & Médias qui s'est tenu à Paris en mai dernier appelait à réfléchir sur le rôle des scientifiques, des journalistes et des politiques pour mieux comprendre le fonctionnement de ce « ménage à trois ». Des conférenciers aux profils différents – scientifiques, journalistes, médecins, lanceurs d'alerte, politiques... – sont ainsi venus témoigner tout au long de la journée de leurs réflexions, de leurs actions, et souvent de leurs difficultés.

Journalistes et scientifiques, alliés contre les marchands de doute

Notre société a tendance à accorder aux scientifiques toute sa confiance, persuadée qu'ils détiennent une part de vérité. Le scientifique n'est ainsi pas censé argumenter ; c'est aux yeux de beaucoup un expert « légitime », considéré de bonne foi. Pour informer, les journalistes peuvent donc s'appuyer sur leurs travaux.

Dans les crises que nous traversons, telles que le réchauffement climatique par exemple, qui mieux que les scientifiques seraient en effet à même de pouvoir en comprendre les causes et les expliciter ? Et pourtant, malgré les nombreuses alertes, le « ménage à trois » n'a pas bien fonctionné. La faute aux

politiques ? Aux scientifiques « climatosceptiques » ? Aux influenceurs de tous ordres ? Voire aux « complotistes » ? « *Qui aurait pu prédire ?* » Il aura fallu des années, de nombreux rapports scientifiques, pour qu'enfin la réalité anthropique soit admise, et qu'*in fine*, il soit décidé d'agir.

Même cas de figure concernant le scandale de l'amiante, ou le SIDA – des sceptiques prétendant que la maladie n'était pas causée par le virus du VIH, ce qui a entraîné le retard de la recherche. Encore récemment, la crise du Covid a dévoilé un certain nombre de problèmes, liés à une prise de conscience tardive. Quant à l'opinion publique, elle n'a pas obligatoirement un regard critique ; les réseaux sociaux, sans règles, peuvent être dévastateurs et un réel danger sur le mécanisme d'information.

La parole des scientifiques peut aussi être non prise en compte, voire remise en cause, sans oublier que tout scientifique se doit d'avoir une culture du doute et de conforter ses connaissances. L'éducation à la science pointe les différences entre corrélation et causabilité, risque et danger... : de subtiles nuances à ne pas écarter lorsqu'il s'agit d'informer.

Si la science ne peut expliciter et résoudre tout (en général par manque des ressources nécessaires au temps d'alerte), le danger est aussi que des stratégies soient utilisées contre elle. Que dire par exemple des avis réglementaires confondus avec

Au programme : de nombreux intervenants...

- Ouverture par Laurence Engel (présidente de la BnF), Daniel Hennequin (chercheur CNRS et président de la commission Culture Scientifique de la Société Française de Physique), et Audrey Mikaëlian (journaliste réalisatrice scientifique, membre de l'AJSPI).

- Introduction : de l'importance des relations entre politiques, scientifiques et journalistes, par Irène Frachon (pneumologue au CHU de Brest).

Les dessous d'un ménage à trois

- Les médias, un facteur de pouvoir pour les scientifiques ? L'exemple des COP 26 et 27, par Luciana Radut-Gaghi (chercheuse en sciences de l'information et de la communication, CY Cergy Paris Université).

- Ce que j'ai compris du fonctionnement des politiques vis-à-vis des scientifiques, par Patrick Pelloux (médecin urgentiste) interviewé par Carole Chatelain (journaliste scientifique indépendante).

- Journalistes : comment résister aux pressions de tout bord ? Table ronde avec Martin Boudot (journaliste d'investigation - collection documentaire « Vert de Rage » - et ancien journaliste chez Cash Investigation), Jérôme Fenoglio (directeur du Monde), et Rachel Mulot (chef du service Enquêtes à *Sciences et Avenir*).

- Le fonctionnement des relations entre scientifiques, politiques et journalistes durant la crise du Covid, par Dominique Wolton (sociologue au CNRS).

- Formation accélérée sur le climat pour les politiques (action #MandatClimatBiodiversité), par Sophie Szopa (climatologue au CEA).

Comment interagir au service du bien commun ?

- Moi politique, comment j'ai essayé de faire bouger les choses et ce qui a coincé. Entretien avec Cécile Duflot et Carole Chatelain.

- Moi journaliste, comment j'ai travaillé avec les scientifiques pour faire bouger les politiques, par Inès Léraud (journaliste et autrice de la BD *Algues vertes, l'histoire interdite*).

- Journalistes et scientifiques, alliés contre les marchands de doute ?, par Stéphane Foucart (journaliste au *Monde*, co-auteur de *Les Gardiens de la raison*, La Découverte).

- Forbidden Stories : s'allier pour lutter, par Laurent Richard (fondateur et directeur de Forbidden Stories).

- Comment se faire entendre des politiques ? Comment les pousser à l'action ? Table ronde avec Serge Hercberg, (épidémiologiste, professeur de nutrition à l'Université Sorbonne-Paris-Nord, auteur de *Mange et tais-toi : un nutritionniste face au lobby agroalimentaire*), Mélanie Guenais (mathématicienne, vice-présidente enseignement de la Société Mathématique de France) et Thomas Pellerin-Carlin (politiste, directeur du programme Europe, Institut de l'Economie pour le Climat (I4CE)).

- Bilan de l'action #MandatClimatBiodiversité, par Lola Vallejo (directrice du programme Climat, IDDRI).

- Scientist Rebellion : notre méthode pour faire passer les politiques à l'action, par Kaina Privet (écologue et membre de Scientifiques en rébellion).

- Clôture, par Valérie Masson-Delmotte (paléoclimatologue au CEA et coprésidente du groupe I du GIEC).

- Bilan de la journée, par Caroline Lachowsky (journaliste et productrice de l'émission *Autour de la question*, RFI).

En replay sur <http://sciencesetmedias.org>

les avis scientifiques ? Des programmes de recherche toujours en cours alors que des actions auraient déjà dû être menées ? Un exemple : les doses journalières acceptables du BPA plusieurs fois réévaluées.

Les journalistes doivent dans certains domaines qui ne leur sont pas familiers travailler avec les scientifiques ; quelques rédactions recueillent d'ailleurs l'avis d'un panel d'experts avant d'informer sur les sujets les plus complexes. Les médias sont au final un facteur de pouvoir pour les scientifiques.

Oser dénoncer pour le bien commun

Alerter l'opinion, en dénonçant les scandales, de santé publique, d'environnement, qui touchent des milliers de victimes (le sang contaminé, l'amiante, les algues vertes...), quelques scientifiques ou/et journalistes lanceurs d'alerte ont osé le faire, bien qu'ils aient rencontré nombre de difficultés. C'est ce qu'a fait Irène Frachon, pneumologue au CHU de Brest, en dévoilant « l'affaire du Mediator », affaire qui a éclaté après la sortie en 2010 de son livre *Mediator 150 mg : combien de morts ?* Elle y dénonçait la prise de benfluorex, commercialisé sous le nom de Mediator par les laboratoires Servier de 1976 à 2009, et accusé d'avoir causé la mort de 1 500 à 2 100 personnes [1]. Cette affaire a rencontré à ses débuts une véritable « omerta », même dans le milieu médical, ainsi qu'un cloisonnement de la presse. C'est grâce à un « bon » ministre de la santé que les choses bougeront. La justice entrera en jeu des années plus tard, avec l'assistance de scientifiques. Dans le cas du « scandale » de l'amiante, dénoncé aux politiques dès les années 1970, un quart de siècle va s'écouler

entre la prise de conscience, le délai de réaction des pouvoirs publics, confrontés aux industries de l'amiante, et son interdiction en 1997. Créé en 1982, le Comité permanent amiante (CPA) regroupait des industriels de l'amiante et des scientifiques pour mieux « gérer » les risques (non pas interdire). Pendant douze ans, la politique de santé publique en matière d'amiante a été entièrement confiée à ce comité de lobbying. Il faudra une médiatisation importante pour qu'enfin le drame soit pris en compte et qu'une décision politique en résulte [2]. Certains médias ont des journalistes d'investigation, spécialisés parfois dans un domaine précis (celui de la santé par exemple). Médecin, puis journaliste, Anne-Marie Casteret dénonçait ainsi dans un premier article « l'affaire » du sang contaminé (des hémophiles étant contaminés par le VIH lors de transfusions [3]).

Même si le scoop, qui sera l'« allumage », est conduit avec rigueur, cela n'empêche pas les ripostes telles que pressions diverses, procès en diffamation, pouvant aboutir au recul, voire au « trou noir », et l'affaire pourra ne pas déboucher. Dans tous ces exemples, la notion de transparence est absolument nécessaire, ainsi que l'absence totale de conflit d'intérêt.

Comment résister aux pressions de tous bords ?

Dénoncer des « sujets sensibles », qu'ils soient dans les domaines de la santé, de l'environnement ou autre, n'est donc pas chose facile et nécessite conviction, courage et détermination face aux enjeux (géopolitique, économique, sociétal) qui entraînent nombre de réactions et de freins : pressions sur la rédaction, sur l'opinion, censure, non-réponses aux questions,



coupes budgétaires (publicité par exemple), pressions juridiques – menace de contentieux, attaques devant des tribunaux commerciaux (souvent incompetents) –, menaces physiques, voire arrestations... (voir encadré 1).

Journaliste indépendante, bien connue aujourd'hui pour sa dénonciation des algues vertes en Bretagne (*Algues vertes, l'histoire interdite*, qui vient de donner lieu à un film), Inès Léraud a subi nombre de pressions de toutes sortes, allant jusqu'aux menaces de mort. Au cours de diverses enquêtes, elle s'est souvent appuyée sur les scientifiques pour mener à bien ses investigations. Elle a parfois été confrontée au silence de leur part, certains ne souhaitant pas par exemple transmettre des informations susceptibles d'« affoler » le public. Ces personnes interviewées, pourtant sérieuses, participent alors à la fabrique du doute. Qui cela sert-il ? Le plus souvent les secteurs politique et économique. Il faudra alors délaissier le cadre institutionnel et se tourner vers des sources indépendantes.

Les grands médias résistent mieux ; indépendants, parfois dotés d'un comité d'éthique, d'un comité scientifique, voire d'un service juridique, il est plus facile pour eux de mener à bien leurs investigations [4].

Dans tous les cas, la vigilance impérative des sources (lecture de revues scientifiques par exemple) reste la priorité. C'est la solidité de l'enquête qui pourra apporter un nouvel éclairage et dénoncer certains propos de détracteurs « patentés ».

Comment les journalistes et les scientifiques peuvent faire bouger les politiques

Censure ou non-prise en compte peuvent avoir de graves conséquences. Médecin urgentiste, Patrick Pelloux est venu témoigner de sa difficulté à rendre compte des effets de la canicule de 2003 et surtout à être entendu pour que des actions soient prises. Ses efforts pour alerter ont rencontré dans un premier temps un non-intérêt des politiques, mais également le blocage du service Communication du CHP. C'est grâce au travail de journalistes sérieux, et au reportage d'une équipe de télé que le Ministre de la santé, resté sur une mortalité naturelle, reviendra sur sa position. Qu'en est-il aujourd'hui, alors que la canicule est de retour ? Dans le cadre du réchauffement climatique, Patrick Pelloux prévoit l'arrivée de parasitoses, le retour du paludisme, de la dengue, du chikungunya, de véritables problèmes de santé publique non entendus par les pouvoirs publics et qui ne pourront pas être gérés par l'actuel système de santé.

Il est toujours difficile de convaincre les politiques, notamment si la mesure va contre « l'intérêt ». Car prendre des mesures implique une mise en place juridique, un budget, des impacts

(sur l'emploi par exemple). Étonnamment, lors de rencontres avec des scientifiques, il a été constaté que le discours pouvait être faussé en présence de journalistes ou d'une caméra, et que selon sa circonscription (monde agricole), l'entretien avec un député pouvait s'avérer très difficile.

Mais malgré les résistances multiples, en particulier celle des acteurs économiques, si l'information est suffisamment étayée, que l'enjeu est compris, cela peut aboutir. Les scientifiques ont compris qu'ils avaient suffisamment de poids pour mobiliser tous les acteurs médiatiques, et *in fine* atteindre les politiques. Un bel exemple est celui du système d'étiquetage Nutri-Score [5] (voir encadré 2).

Dans le cadre de leurs mandats, des politiques sont amenés à rencontrer des scientifiques ; des hauts fonctionnaires sollicitent couramment le monde académique. Le Haut Conseil pour le climat par exemple réunit des scientifiques, et son rapport est une source d'informations utile pour les journalistes. Mais pour délivrer leurs messages aux politiques (et aux décideurs), les scientifiques doivent apprendre à bien communiquer, afin de les inciter à avoir une réflexion plus profonde, et à long terme.

En ce qui concerne les sciences du climat, Valérie Masson Delmotte, forte de sa notoriété et de son expérience au sein du GIEC, a rappelé que la co-production d'un travail rigoureux a permis de faire un état des lieux précis, donnant une visibilité à l'« état scientifique ». Les moyens scientifiques ont permis d'affiner les connaissances, entraînant une montée en puissance des actions [6], d'ailleurs encore insuffisamment prises en compte.

Encadré 1

Forbidden Stories : s'allier pour lutter

« Ils ont tué le messenger, ils ne tueront pas le message. »

Fondé en 2017 par le journaliste Laurent Richard (co-fondateur de « Cash Investigation »), la plateforme Forbidden Stories propose aux journalistes menacés de mettre à l'abri leurs informations et à poursuivre leurs travaux s'ils sont menacés, emprisonnés, voire assassinés.

Depuis sa création, Forbidden Stories s'est constitué un puissant réseau de médias partenaires à travers le monde et coordonne des enquêtes collaboratives (projet Pegasus, Mining secrets...).

Ces investigations lui ont déjà valu plusieurs récompenses (George Polk Award, European Press Prize).

<https://forbiddenstories.org/fr>

Encadré 2

Nutri-Score : une mise en place difficile

Il aura fallu vingt ans de réflexions, neuf ministres de la santé... – la conviction sur le bien-fondé n'entraînant pas obligatoirement la prise de mesure – pour le mettre en place. Pourtant basé sur la science, ce règlement destiné à informer les consommateurs a ainsi connu une bataille difficile avec de fortes pressions, émanant en particulier des acteurs économiques (élus dans les zones d'élevage, mise en avant du terroir et du patrimoine gastronomique). Mais une très forte mobilisation sociétale (association de patients, ONG) a fini par aboutir à des mesures de santé publique et à faire plier l'industrie agro-alimentaire. Si de grands groupes refusent encore de s'y soumettre, d'autres industriels ont joué le jeu et en tirent maintenant des bénéfices (ainsi que le consommateur !).

Faisant ainsi le constat de l'inaction des gouvernements face à l'urgence écologique et climatique, plus de mille scientifiques de toutes disciplines, parmi lesquels une trentaine de médaillés du CNRS ou de l'Académie d'agriculture et plus de cent anciens directrices ou directeurs d'unité ont ainsi appelé dans *Le Monde* en 2020 les citoyens à la désobéissance civile et au développement d'alternatives. Ils exhortent les responsables politiques à changer radicalement notre modèle économique et productif et à prendre au sérieux les propositions de la Convention citoyenne sur le climat. Cet appel a donné lieu à la création du collectif « Scientifiques en rébellion », qui se mobilise contre l'inaction face au dérèglement climatique et à l'effondrement de la biodiversité. Devant l'hégémonie politico-économique dogmatique, le lobbying de certaines industries, les mentalités jugées techno-économiques, le collectif est convaincu que l'information scientifique seule ne suffit pas et en appelle à la mobilisation des citoyens. Avec l'efficacité d'une portée médiatique, la désobéissance civile pourrait être un mode d'action, pour agir plus rapidement. Pour ce collectif de scientifiques : c'est un devoir [7].

Autrefois ministre, aujourd'hui à la direction générale de l'association Oxfam France, Cécile Dufлот a reconnu à la fois que sa position au sein du gouvernement lui avait imposé une certaine distance avec les journalistes, et que l'aspect budgétaire avait une grande importance ; en bref : que le politique ne faisait pas toujours ce qu'il souhaitait !

De tous, qui est le bon, la brute, le truand ?

Cette journée, riche des expériences et anecdotes de nombreuses personnalités, a montré la complexité du rôle de chacun et les difficultés rencontrées pour s'informer, communiquer ou agir, surtout lorsque les enjeux font face à de puissants conflits d'intérêt. Une nouvelle forme de société s'est mise en place, où la science, relayée par les médias, est mise en lumière. Scientifiques, journalistes, politiques... un « ménage à trois » où nombreux sont engagés pour le bien commun.

[1] https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_du_Mediator

[2] [https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9_permanent_amiante#:~:text=Le%20Comit%C3%A9%20permanent%20amiante%20%28CPA%29%20est%20une%20ancienne,du%20CPA%20%5B%20modifier%20%7C%20modifier%20le%20code%5D](https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9_permanent_amiante#:~:text=Le%20Comit%C3%A9%20permanent%20amiante%20%28CPA%29%20est%20une%20ancienne,du%20CPA%20%5B%20modifier%20%7C%20modifier%20le%20code%5D;) ;

<http://sante-publique.org/amiante/histoire/chsyndamiante77.htm>

[3] www.grands-avocats.com/dossiers/affaire-du-sang-contamine

[4] www.france.tv/france-5/vert-de-rage

[5] <https://fr.wikipedia.org/wiki/Nutri-score>

[6] www.lemonde.fr/planete/article/2021/10/30/climat-a-quoi-servent-les-cop-et-comment-fonctionnent-elles_6100417_3244.html

[7] <https://scientifiquesenrebellion.fr/>

Roselyne MESSAL,

Rédactrice en chef adjointe.

* redaction@lactualitechimique.org

